48e ANNEE (5e SÉRIE) N° 2 8 JANVIER 1931

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

A. ROZIER
Docteur en théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Mgr DESHAYES

Le premier n° de 1931 était en cours d'impression quand m'est arrivée la nouvelle, très inattendue, de la mort de Mgr Deshayes, décédé au Mans le lundi matin 29 décembre, après une heure à peine d'indisposition. Il allait atteindre 78 ans et travaillait à l'*Ami du Clergé* depuis plus de trente-cinq ans.

Mais avant de dire ce que fut son œuvre chez nous, nous aimons à reproduire ici le « Communiqué » de Mgr Grente, évêque du Mans, dans la *Semaine du Fidèle* du 4 janvier :

MORT DE MONSEIGNEUR DESHAYES

Le clergé manceau aura appris avec peine la mort presque subite de Monseigneur Florent Deshayes, vicaire général honoraire et chanoine titulaire de la Cathédrale. Comme il était membre du Conseil épiscopal, et, de ce fait, associé à l'administration du diocèse, il convient que celui-ci s'associe à Notre deuil et à Nos prières.

La vie de Mgr Deshayes a été d'une belle unité, puisqu'il l'a consacrée tout entière à l'étude, à l'enseignement et à la vulgarisation des sciences ecclésiastiques. Après qu'il eut obtenu, à la Faculté de Poitiers, créée par le Cardinal Pie, le diplôme de docteur en théologie, et aux Universités romaines celui de docteur en droit canonique, il fut nommé, en 1878, professeur au Grand Séminaire, où il demeura jusqu'en 1917.

Les prêtres qui ont suivi ses divers cours se souviennent du brillant professeur, et tous ceux qui l'ont approché garderont le souvenir d'un prêtre très instruit, passionné au travail, éminemment sacerdotal par la foi, la régularité et la piété, aimable et de bonne compagnie.

Après le synode diocésain de 1901, il avait reçu de Mgr de Bonfils les lettres de vicaire général honoraire, que Mgr de la Porte et Nous-même lui avons maintenues. Ses livres de droit canonique et le concours très important qu'il donna à la grande revue doctrinale *L'Ami du Clergé*, lui assurent une notoriété qui franchit les limites de Notre diocèse.

Aussi, est-ce une perte sensible que son brusque départ. Nous lui témoignerons Notre gratitude en priant pour lui.

Dimanche prochain, à l'issue de la grand'messe, dans toutes les églises du diocèse, on chantera le *De profundis,* avec l'oraison *pro defuncto sacerdote,* pour le repos du regretté Mgr Deshayes.

† Georges,
Evêque du Mans.

(A lire en chaire).

C'est dans l'*Ami* du 18 juillet 1895 que parut le premier article de Mgr Deshayes : *Les Officialités diocésaines.* L'année précédente, le professeur du Mans avait publié chez Berche et Tralin la 1re édition de son *Memento Juris ecclesiastici.* Le chanoine Denis, qui dirigeait alors l'*Ami du Clergé,* fit le voyage du Mans tout exprès pour voir l'auteur et lui demander sa collaboration, en lui montrant le bien qui en résulterait pour les quelque 6.000 abonnés que comptait déjà l'*Ami.* Les deux hommes s'entendirent du premier coup, et cette entrevue marqua le début d'une amitié qui se fit de jour en jour plus intime entre le rédacteur manceau et la maison langroise.

Le chanoine Denis n'allait chercher qu'un canoniste ; il trouva bien davantage, car l'abbé Deshayes avait été professeur de philosophie, puis de morale, et en même temps rien de ce qui touche aux sciences naturelles ne lui restait étranger. Aussi, à l'étude sur les *Officialités* en succéda bientôt une autre sur *Les découvertes et l'œuvre de Pasteur.* Puis ce furent des *Cas pratiques sur le mariage,* qui, remaniés et augmentés, parurent chez Lethielleux en 1898 sous le titre : *Questions pratiques de droit et de morale sur le mariage.*

Le 11 novembre 1897, l'*Ami* commença les *Notes et Souvenirs d'un Vieux Moraliste.* Le sujet du premier article était bien fait pour aguicher les esprits : « Où l'on présente au lecteur la Grande Muraille de la Chine » ; et quelques lignes d'introduction achevaient d'exciter la curiosité. Au fur et à mesure que se succédaient les « Notes et Souvenirs, » la curiosité grandissait ; on aurait voulu savoir le nom de celui qui disait de façon si intéressante des choses si sensées, et qui semblait renouveler toute la morale apprise au Séminaire. Que de fois on nous demanda : « Mais qui est donc le Vieux Moraliste ? » La

consigne était formelle : défense de trahir l'incognito, et le secret fut gardé durant des années.

Ces « Notes et Souvenirs, » qui prirent fin le 18 juin 1914, furent l'œuvre capitale de Mgr Deshayes. Pour s'y consacrer, il renonça à rien publier en librairie. Aussi bien, il donnait chaque année davantage à l'*Ami*, parce qu'il voyait là de multiples occasions de rendre service et de faire du bien au clergé, qu'il aimait si fraternellement !

Pendant trente-cinq ans il fut des nôtres, partageant nos joies et nos soucis, nos deuils et nos espérances. Il voulut même, ces dernières années, céder peu à peu à de nouveaux rédacteurs les rubriques qui étaient son domaine, afin que sa disparition, que cependant il ne prévoyait pas si proche, ne laissât pas la Revue dans l'embarras. Trouverait-on souvent témoignage aussi délicat d'abnégation et d'affection ?

Je demande à tous les lecteurs de l'*Ami* une prière pour le repos de l'âme de ce grand travailleur, de ce grand ami des curés. Jusqu'au dernier jour, il a été à leur service, puisque c'est le matin même de sa mort que me parvenait son dernier envoi... Il avait pris pour devise prélatice : *Scio cui credidi*. Que le juste Juge lui donne sans tarder la récompense méritée !

A. Rozier,
Directeur de l'*Ami du Clergé*.

Langres, le 5 janvier 1931.

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. Le clergé et la situation religieuse en Belgique ; — II. En Allemagne ; — III. En Tchécoslovaquie ; — IV. En Autriche ; — V. En Yougoslavie ; — VI. En Hongrie ; — VII. Dans les républiques de l'Amérique du Sud.

S'il est un sentiment bien cher au clergé en général et à celui de France en particulier, c'est assurément celui de la bonne et parfaite fraternité sacerdotale. Dans nos diocèses de France, partout, les membres du clergé, curés et vicaires des paroisses rurales surtout, aiment à se voir, à se réunir, périodiquement et régulièrement, pour mettre en commun leurs projets, leurs espérances, leurs épreuves, leurs désirs, ou même tout simplement pour avoir le plaisir de se rencontrer.

Et lorsqu'un confrère étranger est de passage, on sait l'accueillir de la façon la plus courtoise et la plus empressée.

Qu'il en soit de même hors de France, c'est ce que peut attester celui qui écrit ces lignes. Souvent il lui est arrivé de prendre contact avec les clergés des pays voisins, et tout récemment encore, en un long voyage d'études à travers l'Angleterre et l'Ecosse. Partout, il est heureux de le dire, il a reçu l'accueil le plus cordial et, à une seule exception près, le plus serviable et le plus fraternel.

Il n'en reste pas moins que l'on se connaît assez mal, d'un pays à l'autre, entre ministres du même Dieu et de la même foi. La séparation des frontières, le développement intense et sur certains points sûrement excessif d'un nationalisme en soi naturel et légitime, la différence des langues, des usages, des tendances, suffisent à expliquer cette ignorance réciproque des confrères appartenant à des clergés de divers pays.

Il ne sera donc pas inutile d'essayer de donner ici quelques renseignements sur la situation du prêtre dans les pays voisins. La grande diffusion de l'*Ami*, en France et hors de France, lui permet de jouer le rôle d'agent de liaison. Tout ce qui intéresse la vie de l'Eglise, tout ce qui peut ajouter de la lumière, de la force, de la joie et, dans les moments de ténèbres, du courage aux énergies des ministres de Jésus-Christ, est à sa place dans une publication qui a l'honneur de porter le beau nom de celle-ci.

Nous allons donc, à l'aide de diverses Revues, faire une première randonnée à travers le monde, en quête de renseignements précis et véridiques sur les clergés nationaux.

I

Justement la *Nouvelle Revue Théologique*, publiée tous les mois par quelques professeurs de l'Université de Louvain appartenant à la Compagnie de Jésus, a consacré son nº de septembre-octobre 1930 aux « Prêtres de Belgique. » Ils y sont étudiés successivement dans le ministère pastoral, — dans l'activité sociale, — dans la conquête missionnaire, — dans l'enseignement théologique et philosophique, — dans les travaux littéraires en langue française et en langue flamande. C'est le nº du centenaire de l'indépendance belge. C'est donc tout un siècle d'histoire ecclésiastique régionale qui est décrit en ces pages dues à six auteurs différents.

Nous nous bornerons à résumer le premier de tous ces articles, comme allant directement au but poursuivi dans la présente Causerie.

L'étude est du P. E. de Moreau, S. J. Suivons-la pas à pas.

Avec grande raison, l'auteur observe d'abord que le clergé de Belgique a grandement gagné à ne plus être un *fonctionnaire* public, comme il l'était devenu dans l'Ancien Régime. La Révolution a sans doute fait beaucoup de mal au clergé, mais elle a engendré, pour l'action du clergé, des conditions nouvelles qui n'ont pas toutes été mauvaises, tant s'en faut. Les anciens patronages ont disparu. Le Concordat de 1802 a brisé les anciens cadres, supprimé définitivement une foule d'antiques traditions, mis de l'ordre dans la hiérar-

chie cléricale, subordonné, — parfois plus que le droit canonique ne l'avait prévu, — le clergé inférieur à l'évêque.

En Belgique, le clergé a eu l'avantage inappréciable de « pouvoir travailler pendant un siècle d'une manière continue, sans être entravé par les persécutions religieuses. Tandis que la plupart des pays catholiques, la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, les Etats de l'Amérique du Sud, avaient à subir des lois restreignant l'activité apostolique, saisissant les biens ecclésiastiques, expulsant les Congrégations, l'Eglise belge ne cessa jamais de jouir de la liberté la plus entière. Cependant ses ennemis s'attachaient de tout leur pouvoir à diminuer ou à rendre illusoire cette précieuse prérogative. »

Ses ennemis ? Qui étaient-ils donc ? Quelques chiffres vont nous le dire. Vers 1850, on ne comptait en Belgique que 6.578 protestants, 1.326 Israélites, 600 personnes sans culte. Le chiffre total de la population était de 4.337.194 habitants.

Actuellement, ce dernier chiffre est monté à 8 millions. Les Israélites sont 75.000, les protestants 50.000.

A première vue, ces chiffres sont très satisfaisants au point de vue catholique.

Mais ce n'est ni le protestantisme, ni le stévenisme, ni l'antoinisme, ni le spiritisme, qui ont fait le plus de mal à l'Eglise belge, entre 1830 et 1930. Son grand adversaire a été et est encore *le libéralisme,* avec son dérivé direct : *le socialisme.*

Le libéralisme belge, c'est la libre-pensée et le radicalisme que nous ne connaissons que trop bien en France : une réaction bourgeoise contre l'idéal trop spirituel du christianisme, prenant comme prétexte les envahissements du clergé. Le libéralisme est essentiellement anticlérical. Son but est d'arracher les âmes au clergé. Il sait fort bien qu'en les arrachant au clergé, il les enlève au Christ, dont, au fond, en dépit des fleurs de rhétorique qu'il lui offre en hommage, il est l'ennemi mortel. Le libéralisme belge date de la philosophie du XVIII^e siècle et du « despotisme éclairé » d'un Joseph II. Sous l'Empire, il fut avec César contre Pie VII. Il eut toutes les faveurs de Guillaume I^er de Hollande. Cependant, vers 1827, sous l'influence du spiritualisme français de Cousin et de Guizot, et sous la poussée libérale de Benjamin Constant et de Royer-Collard, il s'unit à l'Eglise belge pour secouer le joug de la Hollande.

Après 1830, il recommença à s'épouvanter des progrès de l'Eglise et de ses triomphes auprès du peuple. Le libéralisme, à cette date, prétend défendre l'Etat laïque contre les envahissements de l'Eglise. Avant 1879, les libéraux doctrinaires pratiquent encore extérieurement la religion, mais ils la détestent dans leur cœur et ne l'embrassent que pour l'étouffer. « Le libéral belge est essentiellement rebelle à tout dogme, à toute croyance imposée, il est libre-penseur, souvent franc-maçon. »

Toutes les fois que les libéraux doctrinaires furent au pouvoir, ils cherchèrent à créer des entraves législatives à l'action de l'Eglise. Ce fut le cas de 1847 à 1870 et de 1879 à 1884. Pendant cette seconde période, ils réussirent passagèrement à créer l'enseignement « neutre, » c'est-à-dire athée. Mais leur influence n'avait pas attendu la loi de 1879 pour se faire sentir dans le domaine scolaire. Depuis longtemps, la loi scolaire belge de 1842, favorable à l'enseignement religieux, était mal appliquée, surtout dans les villes. Le corps enseignant était athée, les crucifix avaient disparu des classes, l'enseignement de la religion était remplacé par celui de la gymnastique.

Pour la période qui va de 1884, — date du retour au pouvoir des catholiques, — à la Grande Guerre, il serait illusoire de s'imaginer que les ravages du libéralisme aient été arrêtés net. M. P. Verhaegen pouvait, dans sa brochure sur *Les Ravages de l'Ecole neutre en Hainaut* (1910), démontrer par des chiffres que l'on était loin d'avoir pourvu au bien religieux de tous les enfants belges. En 1909, 23.000 enfants étaient dispensés du cours de religion, à la demande de leurs parents, 60.827 autres n'avaient pas d'enseignement religieux organisé, et 13.513 ne suivaient qu'un semblant d'enseignement religieux.

Dans cette atmosphère en partie déchristianisée devait fatalement se développer le socialisme, cette religion de la matière. Le libéralisme bourgeois tendait directement à l'éclosion de la haine des classes dans les milieux ouvriers. Si le bourgeois estime que la religion ne vaut rien pour lui, parce que le royaume de l'esprit n'est qu'un rêve, parce que la matière est tout et que le bonheur auquel nous tendons tous n'est que de fabrication humaine, l'ouvrier, bien plus mal placé pour comprendre les principes de la spiritualité, enlisé dans la promiscuité des agglomérations industrielles, démoralisé par le spectacle de la corruption bourgeoise, par le scepticisme bourgeois, par la presse libre-penseuse, l'ouvrier aura vite fait de conclure logiquement que la religion n'est que « l'opium du peuple, » une duperie ou une chimère, et qu'il faut arracher aux jouisseurs capitalistes la part de bonheur humain que la possession de la richesse leur permet de détenir indûment.

L'idée profonde du socialisme est celle de « *partage.* » Cette idée est incontestablement juste. C'est le point de départ qui est faux. L'ouvrier qui a perdu la foi ne s'aperçoit pas que ce qu'il veut « partager » n'est qu'une ombre, et que c'est son paradis à lui qui est une « chimère » et une « duperie. »

Libéralisme, socialisme, voilà donc les deux grands ennemis de la religion en Belgique.

* *

En face de ces redoutables adversaires, quelles sont les forces de l'apostolat catholique ? Déjà, en 1834, P. Kersten se demandait si le clergé était assez nombreux en Belgique. Il estimait que, dans

le Brabant et les Flandres, l'on n'avait pas à se plaindre de la pénurie. Il constatait cependant que, même dans les régions les plus catholiques, une fraction importante de la population ouvrière des villes ne pratiquait plus.

Il donnait des détails très précis pour le diocèse de Bruges. Là, écrivait-il, « aucune paroisse n'est dans le besoin, faute de prêtres ou d'instruction. Cependant on ne compte dans tout le diocèse que 500 prêtres et de ces 500 il n'y en a que 443 employés au saint ministère. Or la population du diocèse était, au 1er janvier 1833, de 609.405 habitants, ce qui donne à peine un prêtre en fonction pour 1.374 âmes. Avant 1797, le diocèse de Bruges avait, dans le ministère, 600 à 700 prêtres. »

Kersten passait ensuite aux « régions où l'on se plaint » : c'étaient les pays wallons. Une bonne partie de la population vivait en marge de la religion.

L'*Annuaire statistique de Belgique* va nous fournir de nouveaux éléments d'appréciation : en 1840, sur 4.072.619 habitants, 4.341 prêtres rétribués (archevêques, évêques, vicaires généraux, chanoines, curés, desservants, chapelains, vicaires). En 1919, sur 7.465.782 habitants, 5.988 prêtres rétribués. Dans le premier cas, un prêtre rétribué pour 938 habitants ; dans le second, un pour 1.246,7.

Le recrutement du clergé n'est cependant pas aussi ralenti que la comparaison de ces deux chiffres le donnerait à entendre. C'est qu'en dehors du clergé rétribué, il y a le clergé des collèges, et la grande armée du clergé régulier.

La courbe du recrutement se présente ainsi : niveau à peu près constant de 1830 à 1900, — diminution entre 1900 et 1914, — depuis la guerre, reprise légère. Au diocèse de Malines, les entrées au Grand Séminaire ont été, de 1920 à 1926, de 65,2 en moyenne par an, contre 63,1 entre 1900 et 1909. — Le diocèse le plus touché est celui de Tournai. La moyenne des ordinations sacerdotales y fut de 32,9 par an, entre 1890 et 1899. Elle tomba à 30,1 entre 1900 et 1909, à 24,1 entre 1910 et 1919. Elle descendit à 16,8 vers 1924. Mais depuis 1924, on remonte la pente.

Cependant ici les chiffres ne sont pas tout. Sans dire du mal de l'ancien clergé, qui était plein de foi et de dignité, on peut bien reconnaître que, depuis un demi-siècle, le clergé reçoit une formation intellectuelle, ascétique, scientifique, sociale, très supérieure à celle qu'il avait dans la première moitié du XIXe siècle. Par rapport à l'Ancien Régime, la différence est énorme. La vie intellectuelle du prêtre a suivi et peut-être précédé les progrès de l'instruction en général. Les ouvrages concernant la formation sacerdotale se sont multipliés, indice frappant de besoins nouveaux. On y trouve de longs chapitres sur la perfection sacerdotale et sur les moyens de l'acquérir : oraison quotidienne, examen particulier, préparation à la Sainte Messe, chapelet, visite au Saint-Sacrement, accomplissement zélé des devoirs du ministère. Pour la culture des sciences ecclésiastiques, les examens des jeunes prêtres, les conférences sacerdotales sont devenus d'un usage général. Il y a des retraites sacerdotales pour le rappel des résolutions prises. Le nombre des Revues s'adressant au clergé est maintenant imposant. Beaucoup de prêtres ne se contentent pas d'une seule Revue. La plupart ont une bibliothèque privée qui prouve leur souci de se tenir au courant des publications nouvelles. Malheureusement les journées d'un vicaire sont chargées et il ne s'y trouve que peu de temps pour la lecture attentive et studieuse. Les œuvres prennent beaucoup de temps et on se laisse parfois absorber par leurs côtés extérieurs. On néglige à cause de cela le développement théologique, philosophique ou historique, dont pourraient bénéficier les conférences du cercle d'études pour les jeunes gens ou les prônes du dimanche.

Une des forces de l'Eglise belge, c'est la prospérité étonnante du clergé régulier marchant en plein accord avec le clergé séculier. Ce clergé ne s'occupe que par exception du ministère paroissial. Cependant un grand nombre de couvents possèdent des chapelles publiques, placées sous le contrôle des évêques et recevant des fidèles, en dehors des églises paroissiales.

L'accroissement du clergé régulier a été considérable entre 1830 et 1910. Il y a lieu cependant de noter que cet accroissement est dû, en certaines périodes, à l'apport de religieux étrangers proscrits de leurs pays respectifs, France, Espagne, Portugal, etc. C'est l'arrivée des religieux français qui explique l'augmentation numérique considérable des religieux et religieuses, entre 1890 et 1910 (de 30.098 à 58.351). Au contraire, le retour des religieux en France, à l'occasion de la Guerre, a amené une diminution : en 1920, on ne compte plus que 54.511 religieux ou religieuses. Sur ce dernier chiffre, il y a 41.910 religieux ou religieuses de nationalité belge. Il n'y en avait que 38.140 sur un total de 58.351, en 1910.

De 9.858 religieux du sexe masculin, en 1920, 2.285 appartenaient à des instituts purement enseignants, 628 à des communautés purement hospitalières. Les 7.000 autres étaient des religieux poursuivant à la fois l'enseignement, la prédication, l'hospitalité, la contemplation. C'est à ces derniers que curés et vicaires ont recours pour les sermons, conférences, retraites, missions qu'ils font donner aux paroisses.

Les religieux se trouvent ainsi en rapports constants et extrêmement cordiaux avec le clergé séculier. Ce sont eux aussi qui donnent, à la demande des évêques, les récollections sacerdotales. Tous ces contacts maintiennent la bonne entente, l'élévation de pensée, l'aspiration commune vers la réalisation de plus en plus parfaite du règne de Dieu dans les âmes.

Parmi les œuvres par où s'est traduite l'activité apostolique du clergé belge depuis un siècle,

— en dehors de l'enseignement libre et du ministère paroissial proprement dit, — il faut signaler, de 1830 à 1847, les *missions intérieures* et l'*Œuvre des Bons Livres.* Dans le seul diocèse de Bruges, en cinq ans (de 1835 à 1840), il y eut plus de *cent missions.* Après le gros effort des premières années qui suivirent la libération du joug hollandais, l'Œuvre des Missions se poursuivit, à une cadence moins précipitée, jusqu'à nos jours. Actuellement les missions sont données par des religieux : rédemptoristes, jésuites, capucins, franciscains. Elles ne provoquent plus le même enthousiasme qu'avant 1840. Elles n'en sont pas moins l'une des conditions du maintien de la vie paroissiale intense dans l'Eglise belge.

L'*Œuvre des Bons Livres* avait été le fruit de celle des Missions. Malheureusement, les catholiques belges, pas plus que ceux d'autres pays, ne surent deviner la puissance formidable du journalisme. Ils ne s'outillèrent que tardivement. L'activité actuelle de l'*Œuvre de Saint Paul* permet d'espérer un changement sous ce rapport.

A partir des crises économiques de 1846 et 1847, l'activité du clergé belge se porta aussi sur le terrain traditionnel de la *charité,* surtout par le développement de la *Société de St-Vincent de Paul,* fondée, on le sait, par Frédéric Ozanam. La première Conférence date de 1842. En 1913, on comptait 1.302 conférences groupant 19.363 membres actifs et visitant 23.944 familles.

Mais les œuvres d'assistance spirituelle marchaient de pair avec celles d'assistance corporelle : *Association de St François Xavier pour la conversion des pécheurs* (en 1928, 190 groupes et 50.000 membres), *Association de la Sainte-Famille,* dirigée par les PP. Rédemptoristes (en 1909, 17 sections avec 10.000 membres). Depuis 1886, d'autres œuvres se sont multipliées : *retraites fermées,* où passent, en 1909, près de 9.000 hommes ; *patronages,* créés surtout entre 1890 et 1914, et atteignant, en 1909, lors du grand Congrès de Malines, 96.300 jeunes gens et 61.500 jeunes filles.

« Enfin depuis la Guerre, on ne peut hésiter sur les tendances dominantes dans l'activité du clergé et des catholiques. Conformément aux exhortations des derniers papes, nous avons développé surtout les œuvres d'*Action catholique,* dont les divers groupements de jeunesse en pays flamand et en pays wallon sont la manifestation la plus intéressante. De plus, les œuvres missionnaires ont reçu, depuis 1919, bien des formes nouvelles. Grâce à l'*Unio cleri,* le clergé séculier prend une part considérable dans le grand mouvement d'assistance et de propagande en faveur des missions étrangères. »

Disons aussi un mot de l'enseignement en Belgique. La liberté d'enseignement fut inscrite dans la Constitution elle même. Les évêques eurent l'idée très juste de fonder, dès 1834, ou plutôt de ressusciter la grande et célèbre Université de Malines, transférée dès 1835 à Louvain, où elle connut les grands succès que l'on sait. C'est à l'Université catholique de Louvain que la Belgique doit son élite catholique dirigeante. On peut dire que ce fut, de la part des évêques belges, un trait de génie, un trait providentiel. Le P. de Moreau a raison de le souligner : « On chercherait en vain, déclare-t-il, dans un autre pays une initiative semblable. » La suite de cette Causerie fera voir le bien-fondé des éloges qu'il décerne à ce sujet à l'épiscopat belge.

Au-dessous de l'Université se fondent des petits séminaires, des collèges ecclésiastiques ou religieux. *L'Annuaire catholique de Belgique* pour 1928 énumère 10 petits séminaires, 70 collèges diocésains, dont 21 dans l'archidiocèse de Malines, 20 dans le diocèse de Liège, 12 dans celui de Bruges et 6 dans chacun des autres diocèses. Il y a en outre 29 collèges tenus par des religieux, dont 13 par les Jésuites, 8 écoles normales diocésaines, 7 écoles normales dirigées par des religieux. On compte environ 1.600 prêtres dans l'enseignement diocésain, et environ 5.000 religieux enseignants, sans parler de 21.017 religieuses enseignantes.

43.000 enfants fréquentent les collèges libres, contre 36.254 les établissements officiels. Grâce à la prospérité de ses collèges l'Eglise belge peut maintenir ses effectifs, assurer le recrutement de son clergé, développer son influence sur la société entière. On sait que l'enseignement de la religion demeure obligatoire à l'école primaire, même dans les établissements officiels. La liberté des incroyants est suffisamment respectée par la dispense accordée à leurs enfants d'assister aux leçons de religion.

Où en est la pratique religieuse dans le pays ? Cela diffère beaucoup suivant les régions. « Ici, dans le Limbourg, par exemple, des doyennés entiers où tout le monde, sauf de très rares exceptions, fait encore ses Pâques ; là, de grosses agglomérations du Hainaut, du pays de Liège, ou 70, 80 % des habitants ont oublié le chemin de l'église. » Partout le ministère paroissial est devenu plus difficile, plus compliqué qu'autrefois, demande plus de vigilance, plus d'effort, plus de zèle, de la part du prêtre. Quand on parcourt la liste des œuvres paroissiales, dans l'*Annuaire catholique,* on est stupéfait de la quantité qu'on y rencontre de confréries des Ames, de saint Joseph, de saint Antoine, de la Sainte Vierge sous des vocables divers, de Ligues du Saint-Sacrement, du Sacré-Cœur, de sections de l'A. C. J. B. et de la J. O. C. masculine ou féminine.

Mais le clergé belge est plus particulariste que celui d'Allemagne. Il est cependant de qualité forte et solide :

« Le prêtre belge se contente aisément d'une humble place où, chaque jour, il accomplit consciencieusement ce qu'il doit accomplir. Aussi des milliers de curés, de vicaires, de prédicateurs, de confesseurs, de professeurs, combien peu émergent à nos yeux ! Ceux dont le nom n'a pas péri sont des prédicateurs, de sermons d'apparat, de missions ou des hommes

d'œuvres s'étant fait remarquer par des initiatives nouvelles. Sans être l'ennemi des livres et de la méditation, le prêtre belge leur préfère l'action. Il commence parfois par critiquer les ordres qu'il reçoit, mais il les exécute tout de même sans tarder et pleinement. Il suit attentivement dans les paroisses qui entourent la sienne le mouvement religieux, et après avoir déclaré que l'innovation d'un confrère s'étiolerait dans son domaine à lui, il finit par l'imiter. Sainte et féconde rivalité, nécessaire pour combattre la routine à laquelle les ministres des choses saintes sont des plus exposés ! »

II

Quittons maintenant la Belgique, le fier petit pays, où le catholicisme demeure la force la plus vivante et la plus résistante de la nation. Franchissons la frontière de l'Est. Nous entrons en Allemagne. Quelle est la situation du catholicisme et du clergé dans ce grand pays ?

Sur l'état de la religion, nous avons un exposé très court mais très substantiel du P. Erich Przywara, S. J., de Munich, donné à la semaine catholique internationale de Genève, et publié par la *Schönere Zukunft* du 9 novembre 1930.

D'après ce R. P., la religion a traversé déjà trois périodes distinctes depuis la Guerre. La première va de 1919 à 1925 ; ou pourrait la nommer « le tournant » *(die Wende)*, parce qu'il s'y produit un changement radical d'orientation des esprits au point de vue religieux, dans toute l'Allemagne, protestante aussi bien que catholique. L'époque du « tournant » parle d' « objectivisme, » par opposition au subjectivisme kantien d'avant-guerre. Les penseurs auxquels on se réfère sont Edmund Husserl, Max Scheler. Il se produit un mouvement liturgique important au sein du catholicisme. On veut que le fidèle se courbe devant une vérité « objective, » devant des « valeurs objectives, » et qu'il insère son culte privé dans le grand culte officiel « objectif » que représente la sainte Liturgie.

Par voie de conséquence, l'esprit « social » se substitue à l' « individualisme » d'avant-guerre. Pour l'homme du « tournant, » le tout existe avant la partie, la société avant l'individu, le corps avant les membres ; tandis que pour le subjectiviste d'autrefois, la société ne prenait corps que par la grâce du *contrat* entre les particuliers. Au point de vue religieux, le fidèle doit donc se soumettre au corps mystique de Jésus-Christ, qui est l'Eglise, se subordonner à son action et à son enseignement, poursuivre ses buts théoriques et pratiques.

En troisième lieu, l'époque du « tournant » se caractérise par un passage de l' « intellectualisme » d'avant-guerre au sens de la vie et de la croissance naturelle. De là les mouvements de « jeunesse, » qui ont en Romano Guardini leur chef spirituel.

Avant la guerre, on ne voulait voir dans la religion que son utilité, sa valeur efficiente, ses succès dans le domaine de la civilisation, de la science ou de l'Etat. L'époque du « tournant » affirme passionnément et hautement la valeur de la religion pour elle-même, elle combat le pragmatisme trop exclusif d'autrefois. Et ces affirmations se traduisent par un renouveau du thomisme et de la vie contemplative.

Enfin, avant guerre, on voulait que la religion tendît au perfectionnement de l'individu. Le « tournant » a souligné au contraire l'importance de l' « éveil de l'Eglise dans les âmes. » Les milieux protestants ont vu se développer une Haute-Eglise, qui se donne comme idéal une « catholicité évangélique. » Les milieux catholiques ont assisté à l'application de cette pensée que toute adoration doit se ramener à l'adoration par et dans l'Eglise.

Après la période du « tournant » se développe une seconde période, qui ne dure que deux ans, de 1925 à 1927 environ, et que notre auteur nomme « la crise » *(die Krise)*. C'est la « crise » de chacun des caractères qui distinguaient le « tournant. » L'amour des « valeurs pures » peut en effet se muer en esthéticisme, c'est-à-dire en recherche pure et simple du beau ; — le goût pour le social peut aboutir à une surestimation de l'extérieur allant jusqu'à une haine de l'organisation ; — la recherche du « naturel » peut aboutir à une aversion pour la discipline ; — le zèle pour la religion pure peut conduire à une guerre contre le visible, etc.

L'époque de la « crise » servit de passage à une troisième période qui commença à peu près vers 1928 et que l'on peut appeler la période du « radicalisme » où les caractères de l'époque du « tournant » s'accentuent d'une manière radicale.

L'auteur de cette minutieuse étude poursuit son exposé en faisant voir que les transformations qui signalent, dans le domaine religieux, l'évolution actuelle du peuple allemand, peuvent être comparées à celles qui marquèrent l'époque *romantique*. Ce fut alors en effet que Baader, réagissant contre le cartésianisme et le kantisme de l'époque des « lumières, » affirma l' « objectivisme, » que Adam Müller proclama la primauté de la société organisée sur l'individu, que Görres, Baader et Novalis placèrent la vie, la croissance, la nature au-dessus de la pensée pure. Le romantisme de Novalis, de Schlegel, de Görres, de Diepenbrock, etc., fut une recherche de la vie religieuse pour elle-même, un triomphe de l'Eglise sur la perfection privée (surtout dans Möhler). Mais les mêmes dangers que le romantisme a connus réapparaissent de nos jours, avec la « crise, » l'esthéticisme, le caractère capricieux des inspirations en lutte contre le rationnel desséché et froid, etc.

Quels seront les résultats de cette vaste évolution du peuple allemand ? Nul ne peut encore le prévoir. Au temps du romantisme, on vit des protestants parler de « réformer la Réforme, » et aboutir au sentimentalisme de Kierkegaard, Hegel, Schleiermacher, Schelling, tandis que d'autres, tels que Schlegel, Görres, Adam Müller, en réformant la Réforme, revenaient à l'Eglise-mère, le catholicisme.

De même, l'époque du « tournant » peut aboutir au catholicisme. Mais elle peut dévier aussi. Ou bien les expériences, les tâtonnements, les aspirations vagues que l'on vient de décrire s'élèveront jusqu'à un résultat positif, la conversion massive au catholicisme, ou tout cela conduira au nihilisme. Dans le premier cas, conclut le P. Przywara, l'Allemagne sera au sens spirituel un intermédiaire, un lien entre l'Occident et l'Orient ; dans le second, elle deviendra le cratère de l'Europe et ses forces formidablement organisées iront renforcer la masse explosive accumulée par le bolchévisme à sa frontière de l'Est.

* *

Cette curieuse étude nous a semblé intéressante à résumer, — nous devrions plutôt dire à traduire et à clarifier, tant elle est condensée et parfois obscure dans le texte allemand. Pour l'interpréter, nous avons, dans la revue *Le Christ-Roi*, une très bonne esquisse de M. Jules Gross, du clergé de Strasbourg, sous ce titre : *La vie catholique en Allemagne* (nº de novembre-décembre 1930).

Au lieu d'une analyse philosophique de la situation, M. Gross nous donne des statistiques et des appréciations d'ensemble. Au dernier recensement (juin 1925), le Reich comptait 62.348.782 habitants, sur lesquels 20.193.334 catholiques, soit 32,36 % de la population totale, un peu moins d'un tiers. Il est à remarquer toutefois que les catholiques sont la majorité dans certains Etats : 70 % en Bavière, — 58, 4 % en Bade, — 66, 7 % dans la Prusse rhénane, 88, 52 % dans la Silésie allemande. On compte en Allemagne six provinces ecclésiastiques. L'organisation religieuse en Prusse vient d'être modifiée par un traité passé avec le Saint-Siège, le 13 août 1929. Cette convention crée trois nouvelles circonscriptions ecclésiastiques (diocèses de Berlin, d'Aix-la-Chapelle et prélature de Schneidemühl), et divise la Prusse en trois provinces : Cologne avec Trèves, Aix-la-Chapelle, Limburg, Münster, Osnabrück, — Paderborn avec Fulda et Hildesheim, — Breslau avec Berlin, Ermland et la prélature de Schneidemühl. La Bavière contient deux provinces : Bamberg avec Eichstätt, Spire et Würsburg, — Munich-Freising avec Augsburg, Passau et Ratisbonne. Le reste de l'Allemagne du Sud forme une province dont Fribourg-en-Brisgau est la métropole et Mayence et Rottenburg les diocèses suffragants.

La situation relative du catholicisme dans le Reich s'est modifiée du tout au tout par la séparation de l'Eglise et de l'Etat, inscrite dans la Constitution de Weimar. L'Eglise évangélique, privée de l'appui officiel, est menacée de décomposition. L'Eglise catholique a recouvré la liberté de ses mouvements ; la tutelle de l'Etat est devenue moins oppressive pour elle. La liberté lui a été favorable. Forte de sa hiérarchie et de son unité dogmatique, elle a pris un nouvel essor. Son droit de posséder et d'acquérir a été élargi ; son droit de percevoir l'impôt cultuel a été maintenu.

Les rapports du Reich avec l'Eglise catholique sont pacifiques et cordiaux. Il y a à Berlin un nonce pour le Reich entier, sauf pour la Bavière qui a un nonce à Munich. Ce dernier pays a conclu en 1924 un Concordat nouveau qui règle la situation de l'Eglise conformément au droit canonique. La convention signée par la Prusse en 1929 donne aussi satisfaction aux désirs de l'Eglise. Les évêques sont nommés par les chapitres sur présentation de trois candidats par le Saint-Siège. Une dotation convenable est accordée aux diocèses et établissements diocésains. Les édifices du culte sont laissés aux Eglises. Des Facultés de théologie catholique subsistent à Breslau, Bonn et Münster, ainsi qu'à l'Académie de Braunsberg. L'archevêque de Paderborn, les évêques de Trèves, Fulda, Limburg, Hildesheim, Osnabrück, sont autorisés à avoir un séminaire.

Il reste une grosse question à régler : la question scolaire. La Constitution de Weimar a laissé ce problème en suspens, en se contentant de poser quelques principes : le droit des parents à choisir l'école qui leur plaît. L'école interconfessionnelle, où tous les enfants recevraient l'instruction, sauf pour la religion dont les leçons seraient données à part, devait être la règle ; l'école confessionnelle ou purement laïque, l'exception. Or, presque partout en Allemagne, l'école était confessionnelle, sauf en Bade, Hesse, Thuringe et à Hamburg. L'école confessionnelle comptait 83, 9 % des écoles du Reich. Un projet de loi a été présenté au Reichstag en 1927, qui favorisait le *statu quo*. C'est pourquoi il a été combattu avec acharnement par tous les partis de gauche. En attendant, le *statu quo* se poursuit, en vertu de la loi de 1906, toujours en vigueur et qui ne connaît que l'école confessionnelle et l'école interconfessionnelle, nullement l'école laïque. Cette dernière a cependant, en violation de la loi, fait son apparition en Prusse, où l'élément socialiste est dominant. Les écoles libres, soit élémentaires, soit supérieures, sont prévues par la Constitution, mais les règlements donnés pour leur création et leur organisation heurtent le sentiment catholique sur certains points. Au total, la situation légale de l'Eglise est excellente dans le Reich. Cela est dû à l'influence politique considérable du Centre, qui est l'arbitre de la situation politique en Allemagne et qui a fourni au Reich depuis la Guerre la plupart de ses chanceliers.

En 1926, on comptait en Allemagne 9792 paroisses et 1483 églises filiales ayant un clergé propre. Les membres du clergé paroissial étaient 16.376. Dans l'Allemagne du Nord on comptait un prêtre pour 1543 fidèles, dans le sud, un pour 1005. En outre, 1151 prêtres dans l'enseignement, 957 aumôniers, 1310 retraités ou sans emploi. Le clergé régulier alignait 3413 prêtres. Dans le nord, on souffre de la pénurie de prêtres. On a calculé que pour assurer le recrutement normal

d'un diocèse, il faut 17 séminaristes pour 100 prêtres en activité. Or, ce chiffre n'était atteint ou dépassé que dans 5 diocèses. Pour l'ensemble de l'Allemagne, le pourcentage de séminaristes était de 14, 8 en 1927. On vient d'ouvrir un séminaire de vocations tardives à Cologne.

La pratique religieuse est satisfaisante. De 1923 à 1925, on comptait 57 % de catholiques faisant leurs Pâques. C'est à peu près le pourcentage des assistances à la messe dominicale. A Cologne on estime que 60 % des fidèles assistent à la messe et 50 % font leurs Pâques. Cependant, à la fin d'une grande mission prêchée dans 24 paroisses sur 81 que compte cette belle cité, en décembre 1929, 40 % seulement des femmes et 25 % des hommes ont reçu les sacrements. Mais ce n'était pas l'époque des Pâques.

Les partis de gauche ont fait une propagande intense pour amener les catholiques à déclarer officiellement leur sortie de l'Eglise. Cette déclaration dispense de l'impôt cultuel : il y a donc une sorte de prime à l'apostasie. En 1926 on a compté 43.316 déclarations, dont 4 334 seulement pour passer à une autre confession, tandis que l'Eglise n'enregistrait que 7.583 conversions, dont 6.957 du protestantisme. Mais 3.204 catholiques sont rentrés depuis dans le giron de l'Eglise.

Un indice de diminution de ferveur catholique, c'est l'augmentation du divorce et la diminution de la fécondité des familles. Sur 1000 mariages protestants, on comptait entre 1919 et 1925, 58,6 divorces. Mais sur 1000 mariages catholiques, on en a compté 29,6 au lieu de 0,5 entre 1905 et 1913. La moyenne du nombre des enfants dans les familles catholiques est tombée de 4,79 en 1913, à 3,65 en 1925. Il est vrai que la moyenne dans les familles protestantes est tombée à 2,43.

Trois grands mouvements manifestent la puissante vitalité du catholicisme en Allemagne : le mouvement eucharistique et liturgique, le mouvement de jeunesse, et le mouvement monastique.

Il y eut au lendemain de la Guerre une révolte passionnée de la jeunesse contre l'esprit de l'« ère Guillaume, » le nationalisme creux, l'esprit de caste. Dans les milieux protestants ce fut une poussée générale contre l'autorité de l'Etat, de l'Eglise, de l'Ecole, de la Famille. Les « jeunes » faisaient profession de combattre l'opérette, le bal, le cinéma, la frivolité en général, les modes malsaines, l'alcool, le tabac.

Ce mouvement s'est étendu à la jeunesse ouvrière et catholique, mais il a pris naturellement une autre forme au sein du catholicisme. « Les « jeunes » catholiques se détournent des aberrations de la civilisation moderne, cultivent, par contre, l'amour de la saine nature, par le chant, par des marches et des jeux ; ils aspirent à la vraie liberté par la pratique d'une obéissance créatrice envers les autorités voulues par Dieu. Bref, ils veulent être vraiment catholiques en s'élevant de plus en plus vers la perfection surnaturelle dans le Christ. » La jeunesse catholique possède de vastes organisations dont la principale est le *Neudeutschland* ou « Nouvelle-Allemagne, » qui groupe les élèves des écoles supérieures et comprend 600 groupes avec 15.000 membres. Il y a des Revues spéciales de jeunesse. Elles portent de jolis noms : *Heiliges Feuer*, le Feu sacré, — *Frohes Leben*, la Vie joyeuse, — *Der Leuchtturm*, le Phare, — *Die Burg*, le Château-fort, — *Die Kreuzfahrt*, la Croisade, etc. L'ensemble de ces associations constitue une vaste organisation : la jeunesse catholique d'Allemagne, avec 1.400.000 membres. Les entraîneurs de cette magnifique armée sont des hommes de haute valeur intellectuelle et morale, tels que Romano Guardini, J.-M. Nielen, Herm. Hoffmann.

Les socialistes, en Allemagne comme en Autriche, s'efforcent de saisir l'enfance, par toutes sortes d'attractions et d'avantages matériels. Les catholiques ont beaucoup à lutter contre leurs organisations. Ils ont utilisé pour cela le mouvement eucharistique et liturgique qui est intense et qui constitue une réaction contre l'individualisme créé par la Renaissance et le libéralisme. Le réveil liturgique a donné lieu à des reconstitutions archéologiques intéressantes. Les fidèles sont initiés à la vie de l'Eglise, à la prière de l'Eglise, il y a des cercles liturgiques, des semaines liturgiques, des publications liturgiques. des messes liturgiques où les « jeunes » présentent à l'autel des hosties non consacrées, pour rappeler l'antique rite de l'*oblatio*, communient tous après s'être donné le baiser de paix ! L'apostolat liturgique est dirigé surtout par les Bénédictins, Maria-Laach en est le centre. La vie monastique en a reçu une impulsion étonnante : de 1919 à 1921, ont été fondées 98 communautés d'hommes et 465 de femmes. En 1927 on comptait en Allemagne 578 communautés d'hommes avec 12.491 religieux (dont 3.413 prêtres) et 6.670 communautés de femmes avec 72.941 religieuses !

Il est remarquable que la plupart des communautés religieuses nouvellement créées sont des instituts missionnaires. Comme l'Allemagne n'a plus de colonies, il faut bien voir dans ce fait une manifestation de pur zèle religieux. L'Œuvre de la Sainte-Enfance compte le quart des enfants catholiques du Reich. L'Akademische Missionsbund fait la propagande missionnaire dans les milieux d'étudiants et compte actuellement 4.000 membres, Une société appelée par abréviation la *Miva* (Missions-Verkehrs-Arbeitsgemeinschaft) a été fondée en 1927, pour équiper les missions des moyens de transport modernes (avions, automobiles, motocycles), elle a formé des pilotes-missionnaires qui sont appelés à rendre de grands services. Les missionnaires allemands ont 45 missions avec un million de catholiques mélangés à une population globale païenne de 88 millions d'âmes.

Mentionnons aussi les magnifiques institutions de charité, l'œuvre des retraites fermées, extrêmement prospère en Allemagne.

Depuis 1925, il existe à l'Université de Fribourg-en-Brisgau un *Institut de la science de la charité*, initiative très remarquable, qui mérite d'être signalée dans ce court résumé. On sait aussi que l'Allemagne, pays de l'organisation par excellence, compte de très belles associations catholiques ouvrières. En 1927, elles se sont constituées en fédération comptant 3.000 groupes et 500.000 membres. Enfin la presse catholique est très puissante et très répandue. A côté des grands journaux tels que la *Kölnische Volkszeitung*, la *Germania* de Berlin, l'*Augsburge Postzeitung*, il y a une foule de quotidiens et les « Feuilles du dimanche » *(Sonntagsblätter)* atteignent le nombre de 48 avec un tirage global de 1.868.500 exemplaires.

Et pourtant il y a un point noir dans ce tableau général de la situation du catholicisme en Allemagne : c'est l'infériorité notoire du nombre des catholiques parmi les membres des Universités.

Nous quittons ici l'exposé si intéressant de M. Gross, pour revenir à la *Schönere Zukunft*, qui a traité à maintes reprises cette grave question dans ses derniers numéros. Déjà, le 2 novembre, le professeur Gescher observait que dans un pays foncièrement catholique tel que Cologne, l'Université locale comptait 64 professeurs, sur lesquels 19 seulement sont des catholiques et 8 sont des juifs. Mais dans le n° du 23 novembre, le Dr Legge a traité la question avec plus d'ampleur, et avec des chiffres plus précis.

Il constate avec regret que la situation « académique » des catholiques en Allemagne est très loin de répondre à leur nombre. Ils sont le tiers de la population ; ils devraient avoir normalement environ le tiers des chaires professorales dans les Universités. Or, ils n'en ont que 13,58 %. En Bavière, où le nombre des catholiques dépasse les deux tiers de la population, ils ne possèdent que le tiers des chaires. Les catholiques dépassent la moyenne qui leur reviendrait pour la fréquentation des écoles primaires, et sont très en dessous de cette moyenne pour la fréquentation des écoles secondaires et supérieures. Cette infériorité s'expliquait autrefois, lorsque les gouvernements, protestants et même catholiques, montraient une défiance marquée pour les savants catholiques ; aucun avenir ne s'ouvrait devant les étudiants catholiques. Mais il n'en est plus de même et il est urgent que les catholiques allemands fournissent un gros effort pour se faire une élite intellectuelle universitaire, en proportion avec leur nombre ; autrement, tôt ou tard, ils en pâtiront.

En somme, pendant le semestre d'été de 1930, à ne considérer que les Facultés non-théologiques, on comptait dans le Reich 6.701 professeurs, sur lesquels seulement 910 catholiques.

Il appartient à des associations puissantes, telles que la *Görresgesellschaft* et le *Albertus Magnus-Verein*, de travailler à corriger cette dangereuse anomalie et de viser à donner aux catholiques allemands au moins la « parité académique » qui leur manque depuis si longtemps.

Je signale en terminant que la revue si bien documentée *Le Recrutement sacerdotal*, a donné, dans son n° de septembre, la première partie d'une étude du P. Delattre, S. J., sur le clergé catholique en Allemagne, où l'on trouverait des indications fort semblables à celles que nous venons de fournir, mais que nous n'avons pas utilisées parce que l'étude est encore inachevée.

Là-dessus, nous reprenons notre route et nous arrivons en Tchécoslovaquie.

III

Notre source d'information sera encore ici la revue autrichienne-allemande *Schönere Zukunft* [1]. Le n° du 23 novembre que nous venons de citer contenait d'intéressants détails sur les perspectives d'avenir du catholicisme en Tchécoslovaquie, ainsi que des chiffres sur le clergé et sa situation.

Commençons par les chiffres.

D'après la dernière statistique religieuse de ce pays, où le schisme hussite d'après-guerre a jeté le plus grand désordre, on compte actuellement 20 confessions légalement déclarées et autorisées. En tête vient l'Eglise catholique-romaine, avec 10.384.833 membres ; — ensuite l'Eglise catholique-grecque-unie avec 435.550 ; — la confession d'Augsburg (luthériens), 535.382 ; — l'Eglise tchécoslovaque (schismatique hussite), 525.333 ; — la religion israélite, 354.342 ; — l'Eglise fraternelle tchéco-évangélique (Frères Moraves), 233.888 ; — l'Eglise réformée suisse (zwinglienne et calviniste), 207.906, etc. Il suit de ces chiffres que la confession catholique romaine compte environ 80 % de la population globale de la nouvelle République.

Le clergé tchéco-slovaque demeure chargé de fonctions officielles. L'Etat le traite en fonctionnaire et le paie en conséquence. Ainsi les curés des paroisses ont été mis dans l'obligation de tenir la liste matricule de tous les inscrits aux Assurances sociales, et de délivrer gratuitement des certificats indispensables pour obtenir les secours prévus par ces Assurances. La liste matricule ne contient pas seulement les catholiques, mais aussi les incroyants n'appartenant à aucune confession (il y en a 724.507 dans tout le pays, soit plus de 5 % de la population). Il s'ensuit que les curés sont surchargés de travail administratif n'ayant aucun rapport avec leur rôle religieux. Ils y gagnent pourtant un prestige qui n'est pas inutile à leur influence sociale. Leur traitement annuel s'élève à 9.000 ck., — équivalant en valeur absolue à 6.750 francs de monnaie française, et valant peut-être un peu plus en valeur d'achat.

On devrait s'attendre après cela à une prépondérance assurée et écrasante du catholicisme en Tchécoslovaquie. Or, il n'en est rien. Et le déca-

[1] Paraît chaque semaine à Vienne-Ratisbonne, et s'imprime dans cette dernière ville, chez Pustet.

lage que nous venons de constater en Allemagne entre le chiffre des catholiques et celui de leurs chaires professorales dans les Universités se retrouve ici, avec une formidable aggravation.

C'est ce qui ressort de l'intéressant rapport de M. Jaroslav Durych, de Prague, sur « les Perspectives d'avenir du catholicisme en Tchécoslovaquie » (*Die Aussichten des Katholizismus in der Tschecoslowakei*). L'auteur est un poète catholique populaire, très goûté et très lu en Tchécoslovaquie ; c'est lui qui a écrit *Bloudeni*, connu en allemand sous le nom de « Trilogie de Wallenstein. ».

Il nous apprend que le catholicisme a été, au lendemain de la guerre, très attaqué dans son pays. Il perdit alors plus d'un million d'adhérents. Cette perte, qui s'explique par le régime protectionniste de l'ancien Empire autrichien, eut comme compensation un éveil de la conscience catholique. Mais ce qui est déplorable, c'est que presque toute la littérature tchécoslovaque, qu'il s'agisse de poésie lyrique ou de science ou d'histoire ou de philosophie, est athée. A l'exception de la presse strictement catholique, qui est loin d'avoir le haut du pavé, presque tout le journalisme est aussi matérialiste et athée, indifférent tout au moins. L'assaut contre le catholicisme a d'abord été livré au nom du patriotisme. La jeune République arborait l'étendard de Jean Hus, considéré comme un héros national, et sommait Rome de réviser son procès. Au fond ce n'était qu'un prétexte pour attaquer l'antique religion. Plus tard, on trouva et on trouvera encore d'autres mots d'ordre. L'Etat ne combat pas ouvertement le catholicisme, mais il le traite avec dédain, son attitude envers la religion est celle d'un indifférentisme ironique. On considère la religion en général et le catholicisme en particulier comme un système de préjugés enfantins. Les intellectuels non-catholiques ne veulent voir dans les catholiques que des éléments rétrogrades, des maniaques ou des hystériques, que l'on ne doit ni ne peut prendre au sérieux. Moscou est plus proche de leur cœur que Rome, encore qu'ils le redoutent et le haïssent.

La conclusion de M. Durych est nettement pessimiste : — « A ne voir que le point de vue humain, dit-il, on doit reconnaître que les perspectives d'avenir du catholicisme en Tchécoslovaquie sont minces, presque égales à zéro. Mais les conversions ne sont pas seulement l'œuvre des hommes, elles sont avant tout l'œuvre de Dieu. La grâce divine est notre unique espoir. »

A ce tableau, peut-être un peu poussé au noir, la rédaction de la revue que nous citons a ajouté la note suivante : « Combien de fautes et de péchés de négligence de la part du catholicisme, au cours du dernier siècle, en Tchécoslovaquie, portent la responsabilité de la fâcheuse évolution religieuse dans la Bohême actuelle ! »

Il est clair que ce qui manque à nos confrères du clergé tchécoslovaque, c'est un haut enseignement catholique, une élite de savants, d'écrivains, d'orateurs, d'hommes d'Etat, capables de faire respecter, même dans les sphères intellectuelles, la glorieuse religion dont ils sont les ministres. La société dirigeante en Tchécoslovaquie semble en être restée au préjugé scientiste qui sévissait en France il y a un demi-siècle. Notre expérience nationale prouve que les Universités catholiques sont indispensables à l'avenir de la religion, tout comme une Ecole de Guerre, pour former des Etats-Majors instruits et compétents, est nécessaire à l'armée moderne.

La suite de cette étude va nous en fournir de nouvelles preuves.

IV

La Tchécoslovaquie, tout le monde le sait, faisait partie avant la guerre de l'empire austro-hongrois. Si donc nous retrouvons des traits analogues à ceux que nous venons de relever en Bohême, — à savoir, un peuple en masse catholique avec une aristocratie intellectuelle incroyante et libre-penseuse, — nous pourrons légitimement en conclure que c'était une conséquence du régime lui-même.

Justement la même *Schönere Zukunft*, dans son n° du 16 novembre et sous la signature du Professeur Dr Michael Pfliegler, de Vienne, nous présente une étude intitulée : *Pour comprendre le catholicisme autrichien*.

« Quelle est la situation religieuse et ecclésiastique de l'Autriche ? » se demande-t-il.

« Le pays est catholique depuis environ 1700 ans. Partout en Autriche les antiques traditions du christianisme primitif sont restées vivaces. S. Florian, tribun de l'armée romaine, martyrisé à Enns, S. Maximilien, évêque de Lorch, sainte Afra, S. Valentin, S. Virgile de Salzburg, vivent toujours dans l'esprit populaire. L'un des plus grands empereurs romains qui fut aussi l'un des persécuteurs les plus convaincus du christianisme, Marc-Aurèle, est mort à Vienne. Et lorsque l'empire païen commença à craquer de toutes parts, c'est à Carnuntum, devant les portes de la Vienne actuelle, que les quatre Césars, sous la présidence de Dioclétien, vinrent délibérer sur ce qu'ils devaient faire. Le christianisme ici a déjà été attaqué par Dèce et Dioclétien, bien avant de l'être par les Turcs,... je ne sais si on mesure bien la signification de ce fait capital que le christianisme est acclimaté dans ce pays depuis 17 siècles, tandis que dans l'Allemagne du nord-est l'Eglise catholique n'a dominé en fait que durant deux cents ans ! Ce n'est pas un jugement que nous portons, c'est un trait que nous soulignons et qu'il ne faut pas oublier quand on veut discerner les différences qui peuvent séparer les diverses parties d'une race. Notre formation nous vient de l'histoire, de la patrie, du sol, et non du mélange des sangs. Les « Autrichiens » étaient des Celtes et des Romains, autour de 300, et de ceux-là il n'a pu rester qu'un bien petit nombre à la suite des invasions, de 400 à 900. Mais les Allemands qui se fixèrent ici et dont les ancêtres avaient déjà occupé en partie ces territoires ne prirent pas seulement le nom du pays, mais aussi son histoire et ses traditions.

La révolution religieuse du XVIe siècle (luthéranisme) fut étouffée en Autriche à un stade où seuls certains membres de la noblesse et ceux qui étaient mus par des motifs tout autres que religieux avaient

pu adopter les nouvelles doctrines. Cela ne veut pas dire qu'il n'y eût aucun abus à corriger et que le pays n'ait pas connu d'excellents réformateurs. Mais les Habsburg tenaient le champ de bataille. La noblesse revint à l'ancienne religion bon gré mal gré, la réforme nécessaire fut accomplie en union avec Rome.

Ainsi la maison impériale devint, en Autriche, la gardienne vigilante de la foi catholique et de l'antique tradition religieuse. Le peuple fut débarrassé de tout souci concernant sa foi. Il ne perdit pas sa foi pour cela, mais il n'eut plus de préoccupation au sujet de sa foi. Ce n'était pas seulement une faiblesse, mais aussi une force.

Une force ? Parfaitement. Ici, en Autriche se forma une atmosphère close, se suffisant à elle-même, excluant tout le reste et toute imprégnée de catholicisme et dans cette atmosphère une vie religieuse riche et populaire. »

La pratique religieuse resta universelle. Chaque vallée alpine eut ses usages, ses saints locaux, ses traditions, ses fêtes. Et de cette variété résultait pourtant une seule et même âme catholique. Le dogme catholique s'imprégnait, en quelque sorte, des senteurs du sol. Dieu le Père était chez lui dans cette région. On vivait en famille sous son regard. Les légendes pieuses en foule avaient enraciné aux plaines elles-mêmes l'histoire de Jésus, de sa croix et de ses souffrances, grâce à d'innombrables Calvaires, établis aux carrefours des chemins, et à d'innombrables dictons de la piété populaire. Les montagnes abritaient des cloîtres et de pieux sanctuaires. Chaque rocher, chaque arbre séculaire, participait à l'antique tradition catholique et y jouait un rôle.

Voilà ce qu'on peut appeler « l'air catholique. »

Et la plus ancienne maison régnante d'Europe protégeait tous ces trésors, à la veille de la Guerre. Les empereurs qui avaient porté le titre impérial en Allemagne pendant quatre siècles avaient introduit dans le pays les souvenirs religieux des villes saintes telles qu'Aix-la-Chapelle, Spire, Worms, Francfort. Que l'Eglise eût des ennemis, le peuple ne le savait ici que par ouï-dire ou par les livres. Et cela paraissait incompréhensible et barbare. L'Autriche n'a jamais eu de *Kulturkampf*. Quand on entendait parler d'une chose de ce genre, on disait aussitôt : « L'empereur aura vite fait de régler cela ! » C'était la conviction universelle. Et les faits confirmaient cette conviction. L'empereur était ainsi revêtu dans l'esprit des peuples d'un caractère presque mythique. Les catholiques, non seulement en Autriche, mais aussi dans les Balkans et dans le lointain Orient, juraient à la fois par Dieu et l'empereur d'Autriche. Il arrive encore actuellement que des paysans de Roumanie, de Yougoslavie, de Pologne, s'ils ont appartenu jadis à l'empire, expriment, dans leurs récriminations de contribuables surchargés d'impôts, leur regret du « vieux François-Joseph. » Il est resté dans leurs esprits comme le symbole de la droiture et de l'équité. Il y a des légendes éparses dans les Karpathes, qui affirment qu'il vit encore et qu'il doit revenir !

Tout cela explique la situation bizarre des partis soi-disant populaires en Autriche. Ces partis ont des chefs, mais point de peuple derrière eux. Ils n'ont que des « déracinés. » Les citadins sont en général d'opinion « avancée. » Ce sont les « libres-penseurs. » Le vrai peuple d'Autriche, ouvrier ou paysan, ne marche pas avec eux. Et ce sont eux qui font parade de nationalisme, eux, les étrangers à la nation.

Mais si la protection vigilante de l'empereur a été une force pour le catholicisme dans ce pays, elle a été aussi une source de faiblesse.

D'une part, le catholicisme autrichien est si fortement attaché au sol, il dépend si complètement de l'atmosphère locale, que dès qu'il est transplanté, il perd son assurance, se trouble et s'étiole. Ce péril est particulièrement grand à une époque comme la nôtre où la facilité des transports provoque des mouvements continuels de population. L'industrialisme contemporain déracine les familles paysannes. Les prêtres qui ont à s'occuper des ouvriers transplantés ne disent pas de bien, assure-t-on, des Bavarois et des Autrichiens qui ont quitté leur patrie. Cela est facile à comprendre. Des catholiques qui ont grandi dans un air catholique, sans aucune idée de la lutte pour leur foi, sans une « conscience du front, » comme on disait pendant la guerre, sont plus faciles à démonter et à déconcerter que les catholiques combatifs de l'Allemagne du nord. Ceux-ci, pour employer un mot de S. Clément Hofbauer, savent conserver leur « nez catholique » même en face du pire poison. Mais le catholique naïf, qui tirait toute sa force du suc natal, se trouve sans défense, dès qu'il sort de son pays.

Au surplus, il y eut aussi, depuis la Guerre, des défections dans le pays même. On estime que 150 000 catholiques ont quitté l'Eglise en ces dix dernières années. Il faut voir dans ce fait un événement d'ordre politique beaucoup plus que d'ordre religieux. La libre-pensée est la pourvoyeuse du socialisme. Elle en est encore aux théories de Büchner, de Vogt et d'Haeckel Le socialisme a sans cesse dans la bouche ce grand argument : « Pouvez-vous, prolétaires, demeurer dans une Eglise qui est l'alliée de vos ennemis politiques ? » Cet argument est plus fort que les discussions sur l'Hexaméron dans ses relations avec la Science. Les doctrines libre-penseuses auraient peu de prise par elles-mêmes ; leur force est de source politique.

On voit comment il faut comprendre la situation de l'Eglise en Autriche. Elle n'a jamais eu à combattre. Il lui manque l'expérience de la guerre, il lui manque l'état-major pour la conduire à la bataille. Il lui manque les armements à tir rapide : un journalisme populaire et puissant, une organisation, des œuvres de jeunesse. Elle s'est doucement endormie dans une atmosphère séculaire de foi. Et depuis dix ans elle voit le marxisme, nouvelle religion à l'usage du prolétaire, monter à l'assaut de ses croyances, de ses usages, de ses traditions. C'est la première fois

que la religion catholique est ainsi attaquée en Autriche. L'Eglise se met en défense, mais elle en est encore à s'étonner d'être ainsi réduite à la défensive, sur un sol qu'elle possédait aussi intégralement et paisiblement depuis plus d'un millénaire.

Qu'arrivera-t-il de cette Eglise ? Elle s'appuie sur les paysans, sur les pauvres, qu'on lui dispute. Le socialisme possède de grandes ressources. Il est favorisé par la dépression formidable qui a suivi la guerre, il domine dans les villes et surtout dans l'immense capitale. Le clergé autrichien lutte avec courage. Il mérite nos sympathies et, s'il se peut, notre aide. Comme jadis l'Autriche fut le rempart de la chrétienté devant le flot montant de l'Islam, de même aujourd'hui elle est le poste avancé de la civilisation gréco-latino-chrétienne, en face des attaques formidables de la mystique matérialiste de Karl Marx et du bolchévisme.

V

Descendons vers le sud, sans quitter l'ancien territoire de l'empire austro-hongrois. Nous entrons en Yougoslavie. C'est encore à la *Schönere Zukunft* (du 9 novembre) que nous empruntons les réflexions qui suivent. L'article a pour titre : *Persécution sourde de l'Eglise catholique en Yougoslavie*. Il est signé Professeur Bircovich, mais une note de la rédaction nous avertit que ce nom « est le pseudonyme sous lequel se voile un prêtre très actif dans le ministère de l'enseignement et de l'éducation et qui, en raison de la terreur qui règne en Yougoslavie, est contraint de cacher son identité. »

Ce simple fait nous avertit qu'il doit se passer dans cette région quelque chose d'extraordinaire. Lisons :

« Le *régime* actuel yougoslave, ainsi que l'on appelle ici constamment la *dictature*, est dirigé presque exclusivement par des francs-maçons et des orthodoxes. Son attitude à l'égard de l'Eglise catholique va aisément, hélas ! non seulement jusqu'à la méconnaissance, mais même jusqu'à l'hostilité. On a annoncé récemment au monde que les rapports entre ce gouvernement et l'Eglise étaient devenus meilleurs et plus raisonnables. Un court exposé de la situation scolaire va nous servir à illustrer la situation. »

Lorsque, au cours de 1929, on apprit que le « Régime » préparait une nouvelle Loi scolaire, qui rendrait aussi difficile que possible à l'Eglise l'instruction religieuse à l'école, le vieil archevêque d'Agram, Dr Antoine Bauer, adressa un appel aux parents catholiques, dans lequel il exposait clairement les revendications de l'Eglise en matière scolaire. Là-dessus le roi donna lui-même sa parole d'honneur à l'archevêque que les droits des catholiques ne seraient nullement lésés par la nouvelle loi. Cette dernière fut donc publiée. Elle contenait des prescriptions qui aggravaient nettement les conditions dans lesquelles le clergé était appelé à donner l'instruction à l'école. Le roi fut aussitôt averti de la contradiction qui existait entre les dispositions de la loi et la parole d'honneur qu'il avait donnée. Un règlement fut alors publié, qui donnait à certains articles de la loi un commentaire tel que la liberté de l'instruction religieuse pût paraître sauvegardée et que cette instruction fût rendue obligatoire même dans les écoles interconfessionnelles. Mais l'interprétation des Articles en question demeurait flottante. On pouvait les entendre en sens divers. Le règlement n'avait pas le caractère d'une loi, et la loi elle-même n'était pas modifiée. Un autre ministre sera libre de modifier le règlement. Les fonctionnaires subalternes conservent une liberté d'action dont ils peuvent abuser, en vertu des textes légaux. L'archevêque Bauer éleva une protestation qui devait être lue en chaire. En réponse à ses objurgations, une nouvelle loi a été publiée en juillet 1930. On doit la considérer comme le complément de la précédente. On lit au paragraphe Ier : « L'instruction religieuse est donnée à ses ressortissants par le prêtre du lieu ou par ses représentants spirituels. Le service cultuel du gouvernement provincial doit faire des propositions pour la nomination ou la mutation de l'instructeur. La commune *peut* donner un certain honoraire pour l'instruction religieuse. »

Jamais jusqu'ici le prêtre ne fut aussi dépendant du fonctionnaire civil qu'il l'est devenu par ce paragraphe, en matière d'instruction religieuse. En Croatie, par exemple, les professeurs de religion étaient désignés par l'autorité religieuse, indépendamment de l'autorité civile. Le simple fait d'une nomination ecclésiastique comportait la nomination aux fonctions d'instructeur catéchistique à l'école. Aujourd'hui, il faut l'assentiment du fonctionnaire civil dans chaque cas. L'ingérence de ce dernier va même bien plus loin. Le 7e alinéa du paragraphe est ainsi conçu : « Le ministère de l'Instruction publique peut, sur l'avis de l'administration provinciale, priver de ses fonctions le professeur de religion, si son activité à l'école ne répond pas aux principes de la bonne méthode pédagogique, ou si son attitude hors de l'école n'est pas en harmonie avec les fins générales de l'école populaire. » La manière d'enseigner le catéchisme est donc placée ici sous le contrôle d'un fonctionnaire civil. Il suffira du jugement d'un inspecteur, estimant que tel prêtre ne se conforme pas aux « règles d'une bonne pédagogie moderne, » pour que le curé ou le vicaire donnant l'instruction religieuse à l'école soit privé de son poste. Bien plus, il suffira d'une accusation portée contre le curé ou le vicaire en dehors de l'école, — par exemple, que ses sentiments soient croates et non serbes, — pour que l'intéressé soit destitué sans espoir d'être nommé ailleurs, puisque chaque nomination dépend de l'autorité civile.

La sympathie que le « Régime » a pour les catholiques s'accuse encore dans le paragraphe 4 de la Loi, qui est censé compléter avantageusement le paragraphe 71 de l'ancienne Loi scolaire : « Sur proposition des représentants du ministre

de l'Instruction publique, qui auront assisté aux examens pour le diplôme de professeur dans les établissements privés, le ministre conférera le caractère officiel aux diplômes des candidats à l'enseignement sortant de ces établissements. » Caractère officiel ! *(nostrifizieren* dit le texte). Voyons le résultat. L'école normale d'institutrices des Sœurs de la Miséricorde, à Zagreb, par exemple, existe en pays croate depuis plus de 80 ans. C'est un établissement privé. Toutes les institutrices qui en sortent sont catholiques-romaines. Le peuple croate a reçu de cette maison des milliers de ses meilleures institutrices. Cette maison a toujours eu les mêmes droits que les établissements officiels. Toutes les institutrices qui s'y forment sont des enfants du peuple croate. Le programme d'études y est le même que dans les établissements officiels : mêmes manuels, mêmes examens, mêmes résultats obtenus, — avec cette seule différence, de l'aveu des inspecteurs eux-mêmes, que ces résultats sont très supérieurs à ceux des maisons officielles. Les diplômes délivrés là seront — peut-être — rendus officiels *(nostrifiziert)*. Le paragraphe 4 conclut en ces termes : « Le candidat pourvu d'un diplôme rendu officiel *(nostrifizierten Diplom) peut* être admis comme professeur dans un établissement primaire. » On voit l'atteinte portée à l'école normale des Sœurs de la Miséricorde, car les parents hésiteront à envoyer leurs enfants à une maison dont les diplômes ne sont pas reconnus d'emblée comme donnant droit à une nomination dans un établissement d'Etat.

Ajoutez à cela que l'alinéa 5 du paragraphe Ier de la Loi dispose que l'on *pourra* nommer des maîtres d'instruction religieuse dans les écoles primaires, alors que jusqu'ici la Loi disait qu'on *devait* les y nommer ; — qu'il arrive fréquemment que l'on nomme comme instituteurs dans les pays entièrement catholiques, tels que la Croatie, des maîtres schismatiques ; — qu'il arrive même que des enfants catholiques soient conduits à l'église orthodoxe-schismatique, et vous pourrez apprécier la nature des relations du « Régime yougoslave » avec l'Eglise catholique.

VI

Dans le même nº de la *Schönere Zukunft*, en tête d'un article du comte Georg Széchenyi, de Budapest, intitulé *Efforts d'organisation universitaire catholique en Hongrie,* la rédaction a placé la note importante que voici : — « Le problème des progrès en nombre et en influence des catholiques dans les Universités se trouve, depuis longtemps, en territoire allemand, au premier plan de l'intérêt et de la discussion publique. L'Italie, la Suisse, la France, la Hollande, les Etats-Unis ont déjà des Universités catholiques. Il est intéressant de savoir que jusque dans la partie orientale du territoire de langue allemande, les mêmes aspirations sont vivantes. En Hongrie aussi, les catholiques ont reconnu la nécessité urgente de reconquérir leurs positions dans les Hautes Ecoles et d'en créer de nouvelles. L'exposé du comte Georg Széchenyi nous donne sur ce point des précisions importantes. »

L'auteur de l'exposé distingue trois périodes dans l'histoire universitaire en général.

La première va des origines à la Réforme. Toutes les Universités alors étaient catholiques, l'Eglise était la seule gardienne de la science. De cette période, la Hongrie ne possédait qu'une Université, créée grâce à l'appui d'un des plus grands princes du royaume de Hongrie, Louis le Grand, de la maison française d'Anjou : c'était l'Université de *Pécs* (Fünf-Kirchen ou Cinq-Eglises, à 166 km. au sud-ouest de Budapest). Cette université était située à la frontière méridionale du pays. Elle indiquait la volonté du grand roi de pousser vers l'est et le sud l'expansion du christianisme et de sa civilisation. La victoire des Turcs à Mohacs, en 1526, mit fin à ces magnifiques rêves.

La seconde période correspond à l'époque de la Réforme. Alors l'expression d'« Université catholique » prit pour la première fois un sens précis. Elle avait pour but de promouvoir la « Contre-Réforme. » C'est dans une Université de ce genre que devaient être formés les chefs du renouvellement catholique et de la restauration religieuse. Elle devait être l'Ecole de Guerre, l'arsenal, la forteresse scientifique, en vue de la défense de l'Eglise catholique contre les assauts du protestantisme.

Durant cette période, Pierre Pazmany, cardinal-archevêque de Gran (1570-1637), ancien élève de l'illustre Robert Bellarmin, créa, en 1636, l'Université catholique de Nagyszombat (Tyrnau), en établissant une Faculté théologique et une Faculté philosophique. La direction en fut confiée aux Jésuites. Elle mena la lutte avec vigueur contre le protestantisme devenu prépondérant en Hongrie, et contribua à ramener au catholicisme d'importantes régions hongroises. Les deux successeurs de Pazmany lui adjoignirent une Faculté de droit. Plus tard, Marie-Thérèse y créa la Faculté de médecine. Ce fut aussi Marie-Thérèse qui transféra cette Université à Budapest et la fonda, pour ainsi dire, une seconde fois, en lui faisant attribuer les biens de l'Ordre (supprimé par Clément XIV) des Jésuites.

La troisième époque, qui aboutit à la laïcisation des Universités en Hongrie, commence avec le joséphisme. Rapidement, sous l'influence desséchante du « despotisme éclairé, » les Universités devinrent areligieuses, — comme si la religion n'était pas l'une des forces principales de la civilisation et de la grandeur humaines. — A une date plus récente, et jusqu'à la guerre, elles furent généralement et essentiellement anticatholiques. Le joséphisme et le libéralisme, qui en fut le fruit, permirent au protestantisme, à l'athéisme, aux loges maçonniques, unis dans un même effort anticatholique, d'introduire leurs représentants

dans les chaires universitaires, d'exclure de l'Université l'esprit catholique, d'anéantir comme vieilli et démodé tout ce qui rappelait le grand passé catholique.

Cette situation dura presque sans changement jusqu'à la période 1890-1900. Alors prit naissance la Croisade de la jeunesse catholique hongroise, placée sous le patronage de l'Association de Saint-Emmerich. Mais la campagne menée par cette ardente jeunesse ne fut ni comprise ni soutenue par l'Etat et par l'opinion. C'est ainsi que certaines chaires, en particulier celle d'Histoire de la littérature, furent régulièrement confiées à des non-catholiques, si bien que les Universités hongroises devinrent le centre des idées ultralibérales (en français : ultraradicales) et franc-maçonniques. Toutes les nouvelles Universités, celles de Kolozsvar (Klausenburg) transférée à Szeged, de Debreczen, de Pécs même, revêtirent le même caractère.

Depuis la guerre, la situation s'est un peu améliorée. L'origine catholique de l'Université Pazmany, à Budapest, les droits des catholiques sur elle, ont commencé à s'imposer à l'opinion publique. Le recteur luthérien de l'Université l'a reconnu lui-même l'an dernier publiquement.

A l'Université de Szeged, le ministre hongrois des Cultes, en dépit de fortes oppositions, a établi, en face de toutes les chaires dont les catholiques avaient à se plaindre, des chaires parallèles, pourvues de maîtres catholiques. Sous la poussée tenace des œuvres de jeunesse catholique hongroise, l'esprit des Universités se modifie très heureusement et s'imprègne de catholicisme. Certains professeurs ont été mis en quarantaine par l'opinion publique en raison de leur attitude injuste envers le catholicisme ; d'autres ont été gagnés à la défense des vues catholiques, dans la conception générale du monde. La jeunesse a des audaces qui ont raison de tout. Elle est plus ardente, plus logique, plus tenace même que l'âge mûr. Les associations de jeunesse, placées sous le vocable de la Vierge ou de S. Emmerich, ont de la sorte exercé une action irrésistible sur l'opinion et sur le personnel universitaire.

L'objectif actuellement poursuivi sur le terrain universitaire en Hongrie, par les forces catholiques, est double : premièrement, la création de quatre chaires confessionnelles à l'Université Pazmany à Budapest (savoir : une chaire de philosophie scolastique, une de morale catholique, une de science sociale catholique, une de politique catholique) ; — en second lieu, l'achèvement du caractère catholique de l'Université Pazmany en entier.

La Hongrie, aux avant-postes de la civilisation chrétienne, en face de l'océan bolchéviste, est bien placée pour comprendre que le bolchévisme, bien qu'il ait trouvé son terrain d'élection en Russie, est le fruit naturel de l'incrédulité occidentale. Le bolchévisme, n'en déplaise aux hommes d'Etat incrédules des puissances occidentales, est d'importation européenne. La Russie n'a fait qu'une chose : elle a radicalisé l'impiété de l'Europe libérale. Elle a donné à cette impiété son caractère agressif ; elle a poussé le voltairianisme jusqu'au satanisme. Ce n'est que par le retour intégral aux conceptions splendides du catholicisme, par le développement de la haute science catholique, par la généralisation de l'accord préétabli entre la science vraie et l'esprit catholique, que l'on pourra s'opposer à la formidable régression vers la barbarie, dont le bolchévisme, fils de la science incrédule, menace l'humanité.

Peut-on démontrer d'une façon plus saisissante l'utilité, la nécessité, l'urgence indéniable de l'accroissement du haut enseignement catholique ?

VII

Et c'est encore une leçon du même ordre que nous donne une excursion rapide dans des régions totalement différentes, à la suite du Dr J. Zamarin da Testa, dont l'étude *La situation de l'Eglise catholique dans l'Amérique centrale et méridionale* a paru dans *Schönere Zukunft* du 2 novembre.

L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud sont formées d'une quinzaine de Républiques qui ont ceci de commun qu'elles sont toutes d'anciennes colonies espagnoles ou portugaises. Jusqu'au début du XIXe siècle, — date à laquelle diverses guerres d'indépendance leur donnèrent l'autonomie, — elles suivirent à peu de chose près les conditions religieuses de leurs métropoles. Elles souffrirent particulièrement de l'action néfaste du fameux marquis de Pombal, l'ennemi personnel des Jésuites.

Lors de leur réorganisation, après leur séparation de leurs métropoles, ces Républiques n'eurent rien de plus pressé que d'imiter la Constitution des Etats-Unis, sans s'inquiéter de savoir si ce qui convenait aux hommes du nord pouvait aussi bien s'adapter aux populations du centre et du midi. L'un des premiers soucis des hommes d'Etat improvisés de ces jeunes Républiques fut d'opérer la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Depuis un siècle, on peut dire que la Révolution a sévi à l'état endémique dans ces diverses Républiques, tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre. Le sort de l'Eglise a suivi les variations des circonstances politiques. Tantôt l'Eglise a reçu l'hommage des pouvoirs publics, la religion a été reconnue comme religion d'Etat ; tantôt le clergé a été persécuté ou du moins tenu en suspicion et pour ainsi dire en disgrâce.

La suite ordinaire des changements d'attitude envers l'Eglise, dans les pays qui lui étaient favorables, c'était d'abord des restrictions pour les Ordres religieux, puis leur expulsion et la confiscation des biens d'Eglise, des mesures d'exception contre le clergé étranger et parfois même contre le clergé indigène, la fermeture des écoles confessionnelles, parfois même des églises ; dans les cas extrêmes, l'emprisonnement de quelques évêques, jusqu'au jour où, un parti d'orientation

différente arrivant au pouvoir, l'Eglise recevait de nouveau les libertés qu'on lui avait absurdement ravies.

Les causes de révolutions de ce genre peuvent être facilement déduites : la fin d'une présidence, de nouvelles élections, l'accentuation de problèmes financiers ou économiques suffisent pour qu'une République sud-américaine soit troublée, devienne nerveuse et malade, et pour que la persécution religieuse apparaisse à quelque politicien comme un dérivatif commode. La franc-maçonnerie est très puissante dans ces régions ; la haine de l'Eglise y est donc soigneusement entretenue en certains milieux mêlés à la politique. L'épouvantail clérical fait partie des oripeaux dont se servent les partis dans leurs combats autour du pouvoir. Le peuple n'est d'ordinaire pour rien dans les malheurs qui fondent périodiquement sur le clergé et l'Eglise. Ce n'est pas le peuple, c'est une insignifiante minorité qui déchaîne les tempêtes antireligieuses, au moyen d'un subterfuge plus ou moins grossier pris comme prétexte devant le peuple : menaces contre l'Etat ou contre la sûreté de la nation provenant du clergé, etc.

Dans toutes les Républiques sud-américaines, la composition sociale est à peu près la même ; les proportions seules changent. Il y a trois classes : la haute aristocratie, formée des descendants, en bien petit nombre de nos jours, des anciens espagnols ou portugais qui ont jadis conquis le pays ; — les métis et les nègres ; — enfin les indigènes des races primitives. Les émigrés européens de date récente forment une quatrième classe, dans les pays A. B. C., c'est-à-dire Argentine, Brésil et Chili, mais ils n'ont aucune influence dans le domaine politique et religieux.

La politique est un jeu entre deux partis opposés : les républicains et les démocrates, que divisent surtout des questions de personnes et d'intérêts plutôt que des questions de principes.

La politique réclame beaucoup d'argent. Les suffrages s'achètent, et les électeurs ne voient guère l'utilité du droit de vote ailleurs que dans le petit revenu qu'il peut leur procurer à chaque élection. Il faut donc être très riche ou faire partie d'un syndicat d'intérêts très opulent pour briguer le pouvoir.

L'Eglise ne peut s'appuyer que sur la masse de la seconde classe indiquée plus haut. L'aristocratie n'appartient à l'Eglise que nominalement ; elle adhère en général à la franc-maçonnerie et s'appuie sur elle pour manœuvrer dans le domaine politique. Les hautes classes, élevées dans des Universités athées et anticléricales, n'ont pour l'Eglise que dédain et défiance. On se sert de l'Eglise, mais on ne veut point de son joug ; on méprise son dogme pour se débarrasser de sa morale. Il ne serait peut-être pas très difficile de découvrir dans la récente Révolution qui vient de troubler le Brésil de simples rivalités financières. Les Américains des Etats-Unis ont investi d'énormes capitaux au Brésil. Ils se trouvent là en concurrence directe avec les Anglais, qui étaient les bailleurs de fonds des grands propriétaires brésiliens jusqu'à la guerre. Aucune idée précise ne se trouve derrière ces conflits d'intérêts. Mais les grosses sociétés financières des Etats-Unis sont assez souvent sous le contrôle de sectes protestantes très anticatholiques. Le Mexique peut servir d'exemple : trois puissances non-officielles y règnent en maîtresses : la Loge maçonnique, — la Standard Oil, — et l'Y. M. C. A. (Young men's christian association). Ces deux dernières sociétés sont aux mains des Méthodistes, qui nourrissent contre le catholicisme une haine invétérée et invariable depuis le XVIII[e] siècle.

Le Brésil est aussi sous la dépendance d'une société puissante : la *Light and Power C°* qui domine le Brésil comme la Standard Oil domine le Mexique. Elle dispose des téléphones, des postes électriques, des tramways et d'une foule d'industries particulières. Il y a depuis la guerre 25 milliards de dollars américains dans les entreprises brésiliennes, contre un milliard avant la guerre. Les capitaux anglais sont distancés et de loin. Les Américains disposent des journaux, c'est-à-dire de l'opinion. Les divers cabinets du Brésil ne sont que les représentants des puissances financières qui tiennent le pays en tutelle.

Que deviendrait l'Eglise catholique dans ce pays où la religion est beaucoup plus superficielle qu'au Mexique, si la persécution se déchaînait avec la même violence qu'au Mexique ? C'est ce que nul ne peut dire. Pour l'instant, il semble que la dernière révolution ait eu intérêt à s'appuyer sur l'Eglise ou à la ménager. Cela ne veut nullement dire que l'avenir sera toujours calme pour la religion catholique, même si le nouveau gouvernement se maintient.

Passons en revue rapidement les autres pays. En Argentine, Bolivie, Colombie, Paraguay, Pérou, Venezuela, la religion catholique-romaine est reconnue comme religion d'Etat, bien qu'elle ne reçoive de subventions budgétaires que dans quelques-uns de ces pays. Le mariage civil existe partout sauf au Pérou et en Colombie. Dans les petites Républiques du centre, chaque changement de président amène un changement dans la situation de l'Eglise, tantôt elle est séparée de l'Etat, tantôt elle est reconnue comme religion de l'Etat. Les relations avec le Saint-Siège sont tour à tour brisées et reprises, l'Etat se déclare neutre jusqu'au jour où un nouveau Président consacrera le pays au Sacré-Cœur. C'est spécialement le cas du Nicaragua — Au Guatemala, les loges ont le droit de posséder comme personnes juridiques, et les églises ne l'ont pas. L'école est neutre, le port de la soutane est défendu, les processions, les congrès, les érections de souvenirs de mission sont interdits. Le divorce est légal. L'Eglise est donc tenue en laisse très étroitement. — Dans l'Equateur, on ne se souvient plus des exemples de l'illustre Garcia Moreno, confesseur de la foi. Les